



Marine Le Pen se prend la « prison ferme » qu'elle réclame pour d'autres !

« *L'arme de l'inéligibilité devra être utilisée avec beaucoup plus de rigueur* », écrivait Marine Le Pen en 2012... La voilà prise au mot, avec une condamnation à quatre ans de prison dont deux ferme et cinq années d'inéligibilité. Et les cadres du RN de venir aboyer sur les plateaux en défense de leur patronne. Quand de grosses pointures de la bourgeoisie tombent sous le coup de leur propre justice, ça crie au scandale. Un retour de bâton pourtant réjouissant !

Car Marine Le Pen est reconnue coupable d'avoir détourné de l'argent public, 4 millions d'euros, pour faire tourner son parti et avoir fait croquer les fidèles, la famille et les copains. Sa sœur, sa belle-sœur, son ex, son assistante, tous étaient rétribués entre 5000 et 9000 euros pour des tâches dont ils ne s'acquittaient pas. Le Pen payait même le majordome de papa avec l'argent du Parlement. Imaginons la réaction de tout ce beau monde si un jeune ou un simple travailleur volait 4 millions d'euros !

Et pourtant, de l'extrême droite à la gauche, en passant par Bayrou qui s'est dit « *troublé* », tous viennent au secours de Le Pen. Même Mélenchon, en déclarant que « *la décision de destituer un élu devrait revenir au peuple* ». Mais c'est tout vu pour beaucoup, ce culot à se dire championne du droit et de l'ordre... et à s'asseoir dessus !

C'est la démocratie qu'on assassine ?

Tête haute et mains dans la caisse, les soutiens de Le Pen affirment que la démocratie est en danger. Même Poutine, Orbán et Musk osent pleurer sur la démocratie bafouée ! La peine prononcée doit s'exécuter immédiatement, même si Le Pen fait appel : elle sera donc privée de présidentielle. Et c'est ça pour eux, le summum de la démocratie : aller voter une fois tous les cinq ans pour une millionnaire tricheuse, raciste et au service du patronat !

Le RN se pose en victime, en martyr d'un « système » qui voudrait sa peau. Or, c'est tout le contraire ! Au fil des années, les idées et mensonges réactionnaires et racistes du RN sont repris à des degrés divers par les partis du pouvoir institutionnel. Depuis neuf mois, le RN est carrément intégré à une forme de coalition parlementaire qui va du PS à l'extrême droite, derrière Bayrou et Macron. Sur le plan international aussi, le RN

se pose en parti respectable, reçu par Trump et Netanyahu. À l'occasion des dernières législatives, il a d'ailleurs quelque peu nettoyé son programme des promesses sociales les moins acceptables pour le patronat, notamment la retraite à 62 ans. L'épisode du procès Le Pen confirme que le RN est un parti bien bourgeois, jusque dans les magouilles et le pouvoir lié au pognon de cette classe. Un parti anti-ouvrier. Et avec ou sans Marine Le Pen, évidemment il le restera !

Un jugement n'a jamais fait taire l'extrême droite

Il n'est pourtant pas exclu que Le Pen et ses proches cherchent à tirer profit de leur condamnation, en termes de popularité qui se reporterait sur le successeur pressenti, Jordan Bardella. D'autres dirigeants d'extrême droite, Trump le premier, ont pu jouer sur cette corde pour accéder au pouvoir. Qu'importe qu'ils promettent la probité, qu'ils disent comme l'avait fait Bardella en novembre dernier qu'avoir un casier judiciaire est incompatible avec le fait de se présenter aux élections : une fois condamnés, ils crient au complot !

On n'en a évidemment pas fini avec l'extrême droite. Ce jugement a le mérite de révéler que le RN est un parti finalement comme les autres (se faire attraper pour détournement de fonds public, c'est quasiment un rite initiatique dans ce milieu politique). Pour faire reculer l'extrême droite, il va falloir défendre haut et fort nos idées de solidarité et internationalistes, et faire vivre dans la lutte de classe l'unité de tous les travailleurs pour leurs conditions de travail et de vie, contre les divisions racistes distillées par les exploités et les politiciens qui en défendent les intérêts, RN en tête.

Retrouve tous nos éditos et articles en ligne sur notre site internet avec ce QR-Code



Quelle que soit la nationalité du futur patron : se regrouper pour nos revendications de travailleurs !

Trois nouveaux « lots » de lignes de bus RATP ont été « attribués » récemment : l'un à Transdev, l'autre à ATM, qui exploite les bus milanais, et le troisième à la filiale de droit privé de la RATP. La direction du groupe RATP, dont le patron Jean Castex, se dit « déçue » - elle a perdu des marchés. Mais aucune déception à avoir côté travailleurs. Avec les politiques, la régie a organisé cette vente à la découpe en lots pour éviter une réaction d'ensemble. Nous subissons déjà des attaques contre nos conditions de travail et nos salaires : l'ouverture à la concurrence est surtout un prétexte pour les amplifier. Car les patrons s'entendent sur le dos des travailleurs.

Mais il n'y a pas de fatalité ! Retrouvons-nous sur nos lieux de travail, pour discuter et s'organiser pour contrer les attaques patronales dès maintenant !

Tous derrière le patron ou derrière nos intérêts ?

Des directions syndicales prétendent que le problème serait que la RATP a perdu des lots. Elles ne préparent pas la lutte mais se transforment en VRP de Jean Castex. D'après la FI, les conditions de travail seraient encore plus dégradées par la société italienne car celle-ci n'aurait « aucune connaissance de la réglementation française » ni des « spécificités du territoire ». Des blagues destinées à promouvoir la « défense de notre souveraineté économique », comme si l'exploitation était plus douce avec un patron bien de chez nous... La Régie dégrade nos conditions de travail et ce depuis des années : licenciements pour inaptitude, chasse aux arrêts de travail, baisse des salaires réels, augmentation des cadences etc... Les patrons des grandes entreprises comme la SNCF ou la RATP sont les premiers à prendre des parts de marché à l'étranger : ce sont des multinationales comme les autres.

Alors peu importe l'insigne que l'on portera sur nos vestes à l'avenir, remettons sur la table nos revendications de travailleurs : ils veulent nous saucissonner, regroupons-nous pour riposter !

RATP partout, justice nulle part !

La RATP est en réalité une multinationale comme les autres, des marchés elle en acquière partout y compris en Italie. Elle fête les quinze ans de la mise en service de la première ligne de tramway à Florence et par sa filiale GEST lance l'exploitation cette année du nouveau prolongement du deuxième tram. Les patrons ne connaissent les frontières que pour diviser les travailleurs et les mettre en compétition !

Dans ce contexte d'union nationale, il devient urgent de faire entendre nos intérêts de travailleurs, à l'opposé de ceux des patrons même français !

Un appel à se mobiliser le 10 avril devant IDFM est sorti : une occasion de se regrouper, de construire la riposte ensemble, on n'oubliera pas « oublier » de dénoncer la direction de la Régie et Jean Castex !

FSolidarité !

Après 4 mois de grève, les conducteurs de bus de Cergy et des Conflans dans le Val d'Oise ont fait reculer leur patron ! Le groupe Lacroix Savac, repreneur des dépôts, avait voulu imposer des temps de parcours intenable, un gel des salaires et des grilles de rémunération différentes pour diviser. Mais les travailleurs ont fait front, forçant l'employeur à céder sur l'essentiel de leurs revendications. Comme quoi, pour se défendre on peut compter sur notre arme : la grève. Face aux mêmes attaques menées par les patrons, on a tout intérêt à donner la même réponse et à lutter ensemble quel que soit le nom de notre entreprise !

Zones à forte démagogie

Un sénateur de droite a proposé de supprimer les zones à faibles émissions (ZFE), au nom des inégalités sociales qu'elles génèrent. Ce bourgeois qui ne doit prendre la voiture que quand elle est conduite par un chauffeur ne se soucie des classes populaires que lorsqu'il peut faire de la démagogie anti-écologie. Et pourtant, parmi les 40 000 personnes qui meurent chaque année de la pollution de l'air, combien de dizaines de milliers de travailleurs victimes ? Pour lutter contre ce fléau il ne faudra certes pas des dispositifs injustes pensés principalement pour le confort des couches aisées de centres-villes. Il faudra imposer nos solutions de travailleurs : le développement de l'offre de transports en commun, la réduction du temps de travail, et la lutte contre la flambée de loyers qui allonge les distances domicile-travail !

Erdoğan dégage !

Depuis le 19 mars, des manifestations sans précédent depuis 2013, ont lieu en Turquie, après les arrestations de dirigeants de l'opposition. La répression s'intensifie mais la contestation tient bon, notamment grâce aux étudiants, dans tout le pays. Alors que le syndicat Disk avait appelé à des mouvements de grève vendredi 28 mars, Erdoğan a prolongé de trois jours les congés de fin de ramadan dans l'espoir de contenir les grèves et les manifestations. L'entrée dans la lutte de la classe ouvrière, aux côtés des étudiants, est en effet ce qu'Erdoğan aurait le plus à craindre.

Floride : des enfants pour remplacer les migrants expulsés

Depuis que Trump est revenu au pouvoir, des milliers de migrants ont été arrêtés et expulsés. Mais comment faire pour remplacer ces travailleurs indispensables, notamment dans les emplois les moins qualifiés et les moins bien payés ? L'ultra-réac gouverneur de Floride, Ron de Santis, a trouvé la solution miracle : faire travailler les enfants ! Il a donc annoncé un projet de loi pour autoriser le travail de nuit, dès 14 ans, pour les jeunes scolarisés à la maison ou à distance. Hors de la Floride, d'autres États seraient aussi tentés... À quand le rétablissement de l'esclavage ?

